

MONA MAKRAM EBEID

Sénatrice égyptienne, conseillère du haut représentant des Nations unies pour l'Alliance des civilisations, ancienne députée

Abdulrahman A. Al Hamidy, directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe

Notre première intervenante est la seule femme de notre panel, la Dre Mona Makram-Ebeid, qu'on ne présente plus. Néanmoins, je vous rappelle qu'elle est sénatrice égyptienne, conseillère du haut représentant de l'ONU pour l'Alliance des civilisations et ancienne députée parlementaire. Elle va nous donner une vue d'ensemble des principaux changements politiques, économiques et sociaux dans la région et auxquels celle-ci doit faire face, en se concentrant peut-être sur l'Égypte. Par ailleurs, les défis présentent toujours des opportunités, alors quelles seront-elles ? Dre Mona, vous avez 15 minutes pour vos remarques liminaires.

Mona Makram Ebeid

Je vous remercie, Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur d'être à vos côtés aujourd'hui. Malheureusement, je ne suis pas économiste, mais chercheuse en politique. J'aborderai donc le sujet sous l'angle politique, en évoquant la transformation qui a lieu en Égypte dans ce domaine.

Pour commencer, j'aimerais parler de l'Égypte et de la manière dont la crise de Gaza, en Palestine, affecte non seulement mon pays, mais l'ensemble du monde arabe et même le monde entier, qui ont pu découvrir des images atroces à la télévision. Cependant, je peux également dire que la tourmente qui frappe Gaza n'est pas entièrement négative pour le régime du Président Abdel Fattah Al-Sissi. À de nombreux égards, ce gouvernement serait satisfait si Israël éliminait le Hamas, qui est issu des Frères musulmans, une organisation que détestent le Président Al-Sissi et l'opinion publique égyptienne. Cette opinion publique égyptienne, et les Égyptiens de manière générale, ont vu ce que c'était d'avoir un régime islamiste qui essayait de changer l'identité du pays et d'en faire une nation islamiste, raciste, etc., en délaissant les valeurs séculaires, modernes et démocratiques que défend vraiment l'Égypte.

D'un autre côté, le public égyptien est indigné face aux bombardements israéliens constants que subit Gaza, et comme la plupart des autres pays de la région, privilégie la stabilité par rapport à la responsabilité nationale. En Égypte, les élections post-présidentielles en 2013 se sont réduites à une lutte entre les militaires et les Frères musulmans ; les Frères musulmans ont obtenu de peu la victoire mais se sont montrés incompetents et médiocres pour la plupart. Ils ont été facilement déstabilisés par leurs opposants sur le territoire national et à l'étranger, en particulier dans les pays du Golfe, qui craignaient l'émergence de mouvements politiques islamistes. La destitution du Président Morsi a signalé la fin du régime lié aux Frères musulmans, mais le refus actuel de l'Égypte d'accueillir des réfugiés palestiniens est un problème majeur, et c'est une question de principe que beaucoup de gens ne comprennent pas. Ils pensent que l'Égypte refuse d'accorder une aide humanitaire, mais aussi longtemps qu'il restera la moindre trace d'engagement à trouver une solution au conflit israélien dans le

monde arabe, personne n'acceptera le déplacement de Palestiniens ou de communautés gazaouies dans le Sinaï.

Venons-en maintenant à l'économie. L'Égypte dépend depuis longtemps de ses importations énergétiques et alimentaires, ce qui a fait exploser sa dette extérieure, en partie à cause de la guerre en Ukraine et du Covid-19. De plus, l'obtention de financements internationaux est devenue plus coûteuse, et les subventions nationales continuent de grever les ressources publiques. La crise économique résultante a entraîné une série de dévaluations monétaires imposées par le Fonds monétaire international et la montée en flèche de l'inflation, ce qui affecte non seulement la population pauvre mais également les classes moyennes, principaux soutiens du Président Al-Sissi. Or, comme vous le savez, les élections présidentielles ont lieu ce mois-ci.

L'Égypte subit des pressions pour accepter la présence de Palestiniens dans le Sinaï, ce que le Président refuse catégoriquement, parce que cela signifierait la fin de la question palestinienne si ces personnes étaient déplacées une fois encore. C'est pourquoi il est impossible aux Égyptiens d'accepter. Une autre raison de ce refus, c'est qu'il est probable que de nombreux militants du Hamas s'échapperaient en Égypte, ce qui engendrerait d'autres complications pour les autorités. Actuellement, le Président Al-Sissi insiste sur le fait que les Nations Unies, l'Union européenne et d'autres parties devraient contribuer à la fourniture d'une aide humanitaire à la population de Gaza.

Je souhaite souligner que vous ne devriez pas sous-estimer le rôle du général Al-Sissi, car jusqu'ici, l'Égypte a maintenu de très bonnes relations avec Israël ; néanmoins, le gouvernement ne peut pas survivre aux actions que les Israéliens mènent à Gaza en ce moment. Les gens sont de plus en plus en colère, mais le Président Al-Sissi refuse de céder à la pression et de mobiliser l'armée pour défendre la population de Gaza. Comme je l'ai dit, il est inflexible dans son refus de laisser les Gazaouis entrer au Sinaï parce que cela signifierait l'échec de la solution à deux États. En outre, la présence de Palestiniens au Sinaï engendrerait de graves problèmes de sécurité nationale pour le gouvernement.

J'ajouterai qu'une évolution se profile, une vague grandissante, et il est très intéressant de voir que les choses changent chaque jour. Hier, l'attitude des Américains a changé : alors que jusqu'ici ils rejetaient toute position hormis la protection d'Israël, ils disent maintenant qu'il y a une vague de pressions publiques et privées en Europe, en Amérique latine et dans d'autres pays, y compris aux États-Unis, visant à peser sur Israël afin que le pays autorise des pauses humanitaires. Les leaders de l'UE ont rejeté les appels du brutal Netanyahu à faire pression sur l'Égypte pour qu'elle ouvre ses frontières avec Gaza et accepte des réfugiés palestiniens. Cette évolution est parallèle à ce qui se passe sur le terrain, des atrocités du Hamas aux assauts dévastateurs des forces israéliennes contre Gaza.

Maintenant que nous approchons, je l'espère, de l'après-conflit dont tout le monde parle, je vais évoquer la vision de l'avenir d'un ancien homme fort du Fatah dans la bande de Gaza, que je trouve très novatrice et créative. Selon lui, une fois que la guerre d'Israël contre le Hamas prendra fin, la bande de Gaza devrait être régie par un gouvernement technocratique pendant deux ans, parce que le territoire a montré qu'aucun individu ne pouvait gouverner seul. Vous vous souvenez peut-être de la réaction du Président Sadate lorsqu'on a suggéré qu'il prenne Gaza : il a refusé d'accueillir davantage de réfugiés. Lorsque la guerre actuelle sera finie, cet ancien homme fort du Fatah pense qu'il devrait y avoir des élections basées sur un État palestinien, ce qui unifierait les factions palestiniennes divisées. Cet ancien leader du Fatah, c'est Mohammed Dahlan, un nom dont vous devriez vous souvenir. Il dit qu'il devrait y avoir des élections basées sur un État palestinien sans frontières définies. Cet État sans frontières pourrait être soutenu par des pays arabes comme l'Égypte, la Jordanie, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Après cela, la communauté internationale devrait



reconnaître l'État et un accord final avec Israël serait nécessaire. L'attaque du Hamas a été condamnée par de nombreux pays, mais Dahlan voit cette guerre comme une opportunité qui pourrait entraîner la création d'un État palestinien, en dépit du fait que la question de la solution à deux États, Palestine et Israël, est au point mort et que personne ne parlait plus du conflit. Avec cette attaque, le monde entier parle du conflit israélo-palestinien. La vision de Mohammed Dahlan représente un espoir étonnant dans un contexte marqué par l'horreur des combats. M. Dahlan entretient des relations avec toutes les parties que le conflit intéresse : Israël, la population de Gaza, les Arabes. Il parle également en termes chaleureux de ses relations avec plusieurs figures majeures en Israël. Plus récemment, M. Dahlan s'est rendu en Égypte et il a des liens étroits avec le Président égyptien Al-Sissi ; il a déclaré qu'il ne se présenterait pas aux élections, mais comme pour tous les Arabes, vous n'êtes pas obligé de croire ce qu'il dit. Cependant, il établit clairement sa crédibilité en vue du leadership ; il est devenu un proche conseiller de l'émir d'Abou Dabi. Il pense qu'Israël a détruit la solution à deux États, et vous devriez écouter ce qu'il a à dire, parce que son idée est novatrice. Tout le monde parle d'une solution à deux États, qui l'accepterait et qui la refuserait, mais M. Dahlan pense qu'Israël a détruit la solution à deux États et qu'il est temps de mettre en œuvre la solution à un État ; le vrai problème réside dans l'occupation israélienne.

Je souhaiterais terminer en disant que l'une des choses que nous voulons obtenir dans cette saga de Gaza, c'est la libération des otages. La communauté internationale la réclame, et M. Gargash vient de l'évoquer dans son discours. Je pense qu'il a entièrement raison et que la communauté internationale devrait présenter un front uni dans ce sens.

Je pense en avoir assez dit et j'espère que vous aurez des questions sur ces points, car de nouvelles suggestions seraient les bienvenues.

Abdulrahman A. Al Hamidy

Merci beaucoup pour cet excellent aperçu, sagace et approfondi, et pour votre dynamisme. C'est la fin de la journée, vos idées sont claires et vous êtes pleine d'énergie, et vous mettez tout le monde au défi à cette heure tardive. Je vous remercie d'écrire toutes vos questions à l'intention du panel ; je n'en ai pas, donc je compte sur notre public. Vous avez émis de nombreuses idées et propositions, et vous avez évoqué les problèmes économiques et les défis auxquels la région et l'Égypte sont confrontées. Merci pour la clarté de votre intervention.